L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 26 JANVIER 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Cie.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGER. H. CHARLEVY.
N° 63, RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 26 JANVIER.

SUPPLEMENT.

Nous ajoutons aujourd'hui une troisième feuille à l'*Abeille* pour y transmettre une partie de nos avis.

BULLETIN.

La guerre qui menace de s'allumer en Europe, les actes diplomatiques qui s'échangent et les circulaires belliqueuses qui commencent à les remplacer, font à peu près exclusivement fixer notre attention depuis deux semaines. Il nous faut maintenant quitter l'Orient, et, sans même nous arrêter à Madrid où l'on parle encore de deux cabinets, revenir à la Nile-Orléans, pour nos regards. Ce long voyage, ce qui n'est pas la première fois que nous l'entreprenons à cheval sur nous plus rapidement. Plus rapide encore que l'électricité, la pensée transporte instantanément le journaliste d'un hémisphère à l'autre et le conduit tantôt sur les bords du Danube, tantôt en Asie ou guerroient les Russes, et tantôt dans les grandes capitales européennes où s'agitent tant d'autres sentiments et se préparent de si graves événements.

Mais le prologue est d'une bonne longueur ; passons à notre bulletin. La Législature délibère sur des projets de loi dont quelques-uns ne sont certainement pas dictés par le sentiment du bien public. Nous avons déjà exprimé notre opinion sur le bill destiné à remettre entre les mains de la Cour suprême la nomination des juges judiciaires. Nous ne voulons pas revenir sur ce que nous avons dit de l'ingénuité d'une pareille mesure, mais il y a à l'appui de maintien de la présente loi, des considérations que l'on ne saurait, ce nous semble, trop faire valoir. S'il veut mieux, comme le prétend un de nos confrères, que ces hautes vertus judiciaires soient faites par la nation, comment expliquer la préférence que les partisans intéressés, ayant la faculté d'opter entre élection et les encanteurs, donnent presque invariablement la préférence à ces derniers ? C'est donner une liberté qu'il s'agit de supprimer, la liberté de choisir son vendeur. Et pourquoi vouloir la supprimer ? Est-ce dans le but d'augmenter encore déjà si considérable du sheriff ? Cet officier dont nous connaissons le désintéressement et la probité seraient le premier à protester contre la mesure si on introduisait une pareille interprétation. Arrêtons-nous et en vertu de la loi actuelle, le sheriff n'est nullement frappé d'exclusion ; la vente du bienfonds de succession peut lui être confiée comme à tout encanteur. Si plaint-on de la faculté laissée aux administrateurs de biens de succession, aux syndics, &c., de choisir entre le sheriff et un encanteur ? Mais, nous le répondons plus haut, c'est une liberté que l'on doit supprimer et la mesure devient inique.—Rejetons qu'elle sera repoussée.

Le séjour de Baton Rouge ne plait que médiocrement aux membres de la Législature. Votre bait ne peut se réunir dans la nouvelle capitale, et à chaque session ce sont de nouvelles plaintes. La lassitude, l'ennui et le dégoût sont enfin arrivés à un tel point qu'un bill a été présenté à la Chambre, ces jours derniers, et un autre au Sénat, pour le transfert du siège du gouvernement à la Nouvelle Orléans. Notre ville aurait effet la véritable capitale de la Louisiane, et en plaçant à Baton Rouge les bureaux de gouvernement, et forçant les membres de la Législature de s'y rendre, on a fait une chose aussi nouvelle et aussi coûteuse. Cette tactique de prévenir devant que le bill soit publié ou débité dans le public tout élément de l'Etat. La Nouvelle Orléans est un grand centre commercial et pratique, on peut s'y procurer tous les renseignements nécessaires et s'éclairer de lumières que l'on ne trouverait pas ailleurs. Elle a tous ces avantages réalisés à la capitale de l'Etat, tandis que Baton Rouge a le désavantage d'être à quelque temps à Donaldsonville et qu'ils aient embarqué et transportés à Baton Rouge. On a beaucoup parlé au sein de la Convention qui a rédigé la Constitution de 1845, de la nécessité de placer le siège du gouvernement dans une position centrale. Mais ce qui n'appelle centre en ce moment, le fait pas toujours et réalité. Le centre d'un territoire habité et cultivé, n'est-il pas, en thèse générale, la circonférence, mais n'est-il pas aussi, en pratique, dans la pratique inévitable, de la transporter d'un point quelconque à la circonférence au centre que d'un autre point à ce même centre, il est évident que l'égalité de distance devient illusoire. L'égalité en principe—en théorie—ne se trouve pas toujours en pratique. De quoi se ville, par exemple, n'est-il plus facile d'atteindre tous les points de l'Etat ? De la Nouvelle-Orléans. Notre ville n'a-t-elle pas aussi, dont être considérée, malgré sa position géographique, comme le centre de l'Etat.

Toutes ces considérations cependant ne sont que subsidiaires. Baton Rouge est le siège du gouvernement. Lui enlever non seulement de la capitale pour le donner à la Nouvelle-Orléans ? Nous ne le croyons pas, car pour que ce changement put avoir lieu, en vertu de la Constitution, il faudrait que deux quarts des membres eussent été pour cette chambre. Or, la jalousie de certains représentants des campagnes et de ceux de Baton Rouge, quelque injuste qu'elle soit, suffira pour qu'il ne manque guère deux quarts pour rendre Baton Rouge, cette immense concession, à la Nouvelle-Orléans.

Chemin de fer des Opelousas.

Nous publions aujourd'hui dans notre partie anglaise les rapports du président et de l'ingénieur en chef de cette grande ligne de fer des Opelousas et des états d'avancement des travaux. On verra que la Compagnie, malgré les malheurs de l'été dernier et l'état du marché monétaire en Europe, a poussé les travaux du chemin avec la plus louable activité. D'ici au mois de mars, la voie qui a maintenant 24 milles de longueur à partir d'Algiers, aura atteint le lac Abacatchie, situé à 50 milles de la Nouvelle-Orléans. On le dit abondamment au Bayou Lafourche, il y a un intervalle de 20 milles qui sera complétement terminé dans le courant de juin prochain de sorte qu'au commencement de juillet 70 milles du railway pourront être livrés à la circulation.

M. SOULÉ.—Le ministre américain à Madrid paraît destiné à occuper l'attention publique. L'autre jour on nous annonçait qu'il avait été mal par le duc d'Alba, et voici qu'hier le télégraphe nous transmet une autre rumeur. Il n'y a pas ce pourtant de terrible duc, mais il doit se battre avec Lord Howden, ambassadeur d'Angleterre en Espagne.—Voyons, c'est sans de tous ces contes à dormir debout. A moins que les ministres des puissances étrangères à Madrid n'aient juré de s'exterminer réciproquement, il est impossible que M. Soulé ait un duel avec Lord Howden dont il n'a eu d'ailleurs qu'à se louer dans sa rencontre avec le marquis de Turgot.

LE CARDINAL BEDINI BRULÉ EN EFFIGIE.—Un manche qui représentait le cardinal Bedini a été brûlé en effigie le 15 de ce mois à Cincinnati. Les autorités n'ont pas voulu troubler cette aimable distraction de la populace, et elles ont bien fait. Ce ne brûle des mannequins,—c'est un petit fort innocent,—tandis qu'on respecte les voyageurs qui traversent paisiblement notre pays.

MONSIEUR GUTTMANN.—Nous apprenons avec plaisir que cet éminent pianiste dont donner deux concerts d'adieu avant de quitter la Nile-Orléans. Goltschalk vient de terminer une grande symphonie patriotique pour dix pianos, intitulée *Buster Hill*, et on nous assure que ce morceau sera joué à l'un des concerts dont nous parlons. Ce sera une bonne fortune pour les membres admirateurs de l'artiste, car Gottschalk comme compositeur est presque aussi remarquable que comme exécutant. Le brillant pianiste peut s'attendre à un chaleureux accueil.

PIANISTES.—Un peintre de beaucoup de talent, M. ARTHUR LOMON, se trouve depuis quelques semaines à la Nile Orléans. Nous avons vu dans son atelier, No 131 rue de la Douane, des toiles remarquables et qui figureraient avantageusement dans une exposition. Entre autres portraits qui nous ont frappé par la délicatesse et le fini des détails, par la franchise de la touche, la pureté des lignes, Pharmacienne fameux des nuances et la parfaite ressemblance nous citerons ceux de M. Edmond J. Forstall, de sa fille et de M. Tuyes père. Ces portraits, remarquables à plus d'un titre, font honneur au pinceau de M. Lomon et indignent de la part de cet artiste une connaissance approfondie des ressources de la peinture. Nous sommes heureux de pouvoir le rendre ici cet hommage que justifie pleinement son talent.

CHANGEUR.—Le capitaine du bateau à vapeur *Mary Agnes*, arrivé mardi soir de Padoca, nous apprend qu'il a rencontré de quarante à cinquante chalands de charbon descendant le Bayou Lafourche, à la Nouvelle-Orléans. Ces chalands arriveront ici la semaine prochaine et nous pourrons alors nous attendre à une diminution dans le prix du charbon. D'ailleurs tous les officiers de bateaux à vapeur montent en ce moment et il est probable que les navires de charbon ne manqueront pas également.

LOUISIANE.

M. ADOLPHE THIERRET, député de St-Joseph, a donné un banquet. Huit questions pour le remplissage du M. W. C. Lorraz, de Plaquemine ville. Quatre pour M. Thierret, et quatre pour M. Lorraz. Ce dernier a été élu député par 3 voix de majorité. Mais on prétend que M. Thierret a été proclamé député par 4 voix de majorité, et que c'est par erreur que le contraire a été annoncé. Mais on prétend aussi